

Le patronat se mobilise

Ligne ferroviaire ► Les associations patronales vaudoises et genevoises se mobilisent pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Genève et Lausanne. Le Conseil fédéral et les Chambres doivent désormais adopter une perspective plus ambitieuse sur les questions d'infrastructures ferroviaires lémaniques, soulignent-elles jeudi dans un communiqué.

Le Centre Patronal, la Fédération des entreprises romandes, la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève** et la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie saluent le message du Conseil fédéral du 16 août dernier proposant la réalisation d'un nouveau tronçon ferroviaire entre Morges et Perroy. Toutefois, ces nou-

veaux investissements sont encore insuffisants au regard des besoins sur une ligne chroniquement saturée, estiment-ils.

A l'horizon 2050, la Métropole lémanique (Vaud-Genève) pourrait compter plus de 340 000 habitants supplémentaires, ce qui générerait une croissance des besoins de mobilité de l'ordre de 50 à 55%. En parallèle, une utilisation accrue du train sera rendue nécessaire afin de diminuer les émissions de CO₂ et répondre aux exigences fixées par la nouvelle loi fédérale sur le climat.

Un changement de paradigme est nécessaire pour faire face à la future hausse de la demande, tout en maintenant la compétitivité du rail dans l'Arc lémanique, souligne le communiqué. **ATS**

La prison ferme pour un faux médecin

Justice ► Un septuagénaire est condamné pour avoir utilisé des produits douteux dans une clinique clandestine de Bussigny.

Un faux médecin a été condamné jeudi pour avoir administré des produits douteux à ses patients dans une clinique clandestine de Bussigny. Le Tribunal de police de Lausanne lui a infligé une peine de six mois de prison et une amende de 100 000 francs.

Ce Britannique de 70 ans a sévi en terre vaudoise entre 2014 et 2015, période durant laquelle il a reçu 63 personnes dans une maison de maître de Bussigny. Aucun Suisse ne figure parmi ses clients, mais des Anglo-Saxons, la plupart frappés par des cancers à des stades avancés. Deux enfants atteints

d'autisme sont aussi passés entre ses mains.

Les malades étaient traités avec des produits suspects, censés guérir le cancer et de multiples autres pathologies, mais dont l'efficacité n'a jamais été démontrée. Ces pseudos médicaments contenaient un plasma sanguin destiné à la recherche, mais qui ne devait «surtout pas être injecté à des humains», a relevé le procureur Eric Mermoud.

Ils étaient fabriqués en Angleterre dans un laboratoire appartenant au prévenu. L'hygiène y était défaillante, en témoignent les traces de peau, transpiration et sang retrouvées dans ces produits. Ceux-ci étaient importés en Suisse dans de simples bouteilles thermos, achetées dans le commerce.

Non content de leur administrer ces produits, principalement par injection, le faux médecin demandait à ses patients de renoncer à toute chimiothérapie. C'est le CHUV, intrigué par le décès de cinq patients passés par Bussigny, qui avait alerté les autorités vaudoises.

«Il a agi sans aucun scrupule, faisant courir des risques inconsidérés à ses clients», a affirmé Eric Mermoud. Alors que le traitement était facturé entre 3000 et 6000 euros par semaine, le procureur a décrit un homme «obsédé» par l'argent qui a mené «grand train de vie sur le dos de ses victimes».

La peine retenue par le Tribunal correspond à celle requise par Eric Mermoud. Elle

s'ajoute à celles déjà purgées en Angleterre et en France, où le Britannique a été emprisonné pour des faits similaires.

Le faux médecin n'est pas venu jeudi à Lausanne pour se défendre, lui qui était déjà absent en août pour sa première convocation. Il se trouve actuellement en Angleterre et sa santé ne lui permet pas de se déplacer, a affirmé son avocate Mathilde Bessonnet.

Outre la peine de prison de six mois et l'amende de 100 000 francs, il doit payer les frais de procédure d'environ 25 000 francs. En réaction à ce verdict, Me Bessonnet a affirmé qu'elle était «déçue de cette décision» et qu'elle allait «examiner l'opportunité d'un appel». **ATS**

Des milliers de manifestants contre «l'occupation de la Palestine» sur fond de divergences à gauche

Israël qualifié de «terroriste»

RAPHAËL BESSON
ET ACHILLE KARANGWA

Proche-Orient ► C'est une foule survoltée en faveur de la Palestine qui remplissait vers 18 h hier la place de la Riponne. Quelque «4500 à 5000 personnes au plus fort de la manifestation», selon la police, ont afflué au centre-ville de Lausanne avant de défiler à l'appel d'une douzaine d'organisations de gauche et de solidarité internationale, afin de dénoncer le traitement des Palestiniens par un Etat d'Israël jugé «assassin».

«Il était nécessaire de se rassembler pour dénoncer ce que subit le peuple palestinien et remettre cela dans le contexte de la politique coloniale d'Israël», nous disait quelques heures plus tôt Kostia Jaboyedoff, porte-parole des Jeunes du Parti ouvrier et populaire (POP), coorganisateurs. Pour les manifestants, il s'agissait de dénoncer la réduction du conflit israélo-palestinien aux massacres du Hamas contre 1400 Israéliens, en majorité des civils, perpétrés le 7 octobre, et de réaffirmer leur opposition à l'occupation de la Palestine par l'Etat hébreu.

«La Suisse complice»

«Bien sûr que nous regrettons la mort de civils, mais ça ne doit pas être un motif pour faire silence sur ce qu'il se passe à Gaza: 70% des plus de 3500 morts sont des femmes, des vieillards et des enfants!» s'est exclamé au micro le popiste de Crissier Djaouad Souyad. Sous la bruine automnale, «Israël assassin, Israël terroriste!» ont été maintes fois scandés en écho aux orateurs qui se sont succédé au sommet des escaliers de Rumine. Parmi la foule aux nombreux keffieh, féminisée et à la moyenne d'âge relativement basse, plusieurs jeunes adultes n'ont pas manqué de fustiger «un traitement médiatique pro-israélien» à notre passage bloc-notes en main.

«Pourquoi n'y a-t-il pas de sanctions comme pour la Russie contre cet Etat qui menace d'envahir Gaza? L'Occident est



La foule avec femmes et enfants a laissé éclater sa colère jeudi à Lausanne. KEYSTONE

complice!» s'interrogent certains. «Sans partager les méthodes d'action du Hamas, nous soutenons le droit à la résistance armée du peuple palestinien. En face, c'est un nettoyage ethnique qui est commis et c'est le vrai problème», a soutenu le politologue et membre de Solidarités Joseph Daher, spécialiste du Moyen-Orient.

Peu avant le départ du cortège, c'est une militante du Collectif Sud Global qui a mis en miroir la «déshumanisation des Palestiniens, dont la vie n'a plus aucune valeur» face à «l'impunité d'Israël». Dans la foule, des Jeunes socialistes et Jeunes Verts étaient également présents car signataires de l'appel

«Il n'y a pas deux camps durant un génocide»

Un slogan sur une pancarte

à défilé. Contrairement à leurs partis aînés.

Une division à gauche? «Nous ne sommes pas associés à la manifestation, car dans le communiqué, il y a des éléments qui nous paraissent

un peu ambigus», expliquait au téléphone le président du Parti socialiste Romain Pilloud. En cause, l'appel mentionnait uniquement «une offensive surprise du Hamas» le 7 octobre, alors «qu'il n'y a pas de doute que l'action menée par le Hamas est inhumaine et terroriste», argue le député du parti à la rose, qui a décliné l'invitation. Chez les Verts, il n'y a pas eu de réponse à celle-ci. Sa présidente Alice Genoud explique que ce «n'est pas un non-soutien, nous avons reçu l'invitation tard et nous avons été pris de court pour clarifier certains aspects de ce sujet compliqué».

Un appel à «marcher pour la paix» moins ambigu aurait

néanmoins été préféré par le parti, glisse-t-elle, en soulignant «qu'il n'y a pas schisme avec les Jeunes Verts». Membre de ces derniers et oratrice de la manifestation hier, la candidate au Conseil des Etats Angela Zimmermann a tonné que «si la politique du Hamas peut être insoutenable, celle d'Israël l'est d'autant plus! La Suisse a un rôle humanitaire à jouer, la communauté internationale ne prend pas ses responsabilités.»

Conseil fédéral conspué

Sur les pancartes et dans les slogans, la tentative d'extermination du peuple palestinien était crainte. «Où sont les droits de l'homme? Il n'y a pas deux camps durant un génocide», pouvait-on lire sur un panneau en carton. Pour nombre de manifestants, cela dure depuis la création d'Israël, il y a 75 ans – un contexte qui fait «comprendre», bien que «regretter que le Hamas en arrive là». Les appels à un sursaut pacifiste du Conseil fédéral, souvent hué, se sont multipliés, en rappelant le rôle que la Suisse pouvait jouer à l'ONU, où elle est désormais membre du Conseil de sécurité. «Israël casse-toi, la Palestine n'est pas à toi!» criaient les manifestants. La fin du blocus de Gaza, de l'occupation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est et boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël ont également été réclamés.

Alors qu'à Zurich, Berne et dans le canton de Bâle-Ville les manifestations en lien avec le Proche-Orient sont interdites en raison de craintes sécuritaires, celles-ci sont autorisées en Suisse romande. La police municipale de Lausanne n'a déploré «aucun débordement» hier soir. «Pour interdire une manifestation, il faut non seulement une évaluation des risques, mais également des éléments concrets. Nous avons jugé qu'il n'y en avait pas pour délivrer une interdiction», nous a répondu le municipal libéral-radical en charge de la police, Pierre-Antoine Hildbrand. Une nouvelle «marche pour la Palestine» est prévue samedi. **I**